

# Bilan

**de la Présidence  
belge du Conseil  
de l'UE**

**Région de Bruxelles-Capitale**





# TABLE DE MATIÈRES

<b>I. INTRODUCTION.....</b>	<b>5</b>
<b>II. ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>9</b>
Introduction.....	10
Travail législatif .....	10
Événements .....	11
Résultats et suivi.....	13
<b>III. POLITIQUE URBAINE .....</b>	<b>14</b>
Introduction.....	15
Événements .....	15
Résultats et suivi.....	18
<b>IV. POLITIQUE DE COHÉSION .....</b>	<b>19</b>
Introduction.....	20
Travail législatif et non législatif .....	20
Résultats et suivi.....	21
<b>V. COMPÉTITIVITÉ .....</b>	<b>22</b>
Industrie.....	23
Concurrence .....	23
Recherche.....	24
Résultats et suivi.....	26
<b>VI. TOURISME .....</b>	<b>27</b>
Introduction.....	28
Événement .....	28
Travail législatif et non législatif .....	28
Résultats et suivi.....	29
<b>VII. EPSCO.....</b>	<b>30</b>
Introduction.....	31
Événements .....	31
Résultats et suivi.....	33
<b>VIII. TRANSPORT .....</b>	<b>34</b>
Travail législatif .....	35
Résultats et suivi.....	35
<b>IX. BIEN-ÊTRE ANIMAL .....</b>	<b>36</b>
Travail législatif .....	37

Événement .....	37
Résultats et suivi.....	37
<b>X. ÉVÉNEMENTS CULTURELS.....</b>	<b>38</b>
L'Aire d'un Souffle .....	39
Stoclet 1911 – Restitution.....	39
New ways of living.....	40
Should I stay or should I go .....	41
Urban archaeology and the cities of tomorrow .....	41
Bright et Pride .....	41
<b>XI. COMMUNICATIONS .....</b>	<b>42</b>
<b>XII. CONCLUSIONS .....</b>	<b>44</b>



# I. INTRODUCTION

Fin juin, la Présidence belge s'achevait après six mois de travail intense et la satisfaction d'avoir accompli sa mission : faire avancer au maximum le travail législatif, répondre aux crises et préparer l'avenir de l'Union européenne. Sans oublier l'organisation d'un nombre impressionnant de ministérielles informelles, de conférences de haut niveau et autres manifestations sur des sujets qui pourraient occuper l'Europe dans les mois, les années à venir.

La Région de Bruxelles-Capitale (RBC), au même titre que les autres entités fédérées et fédérales, a largement contribué à cette réussite qui représente un travail de longue haleine, dont la préparation avait démarré deux ans plus tôt.

La direction Europe, créée au sein de Brussels International (BI) dans ce contexte, a assuré la coordination générale de la Présidence pour la RBC. Elle a participé à toutes les réunions de la task force EU2024 gérée par le Service public fédéral Affaires étrangères et a mis en place une organisation miroir (task force (TF), groupe opérationnel, communication et contenu) à Bruxelles afin d'assurer la bonne transmission des informations à l'égard de toutes les parties prenantes (cabinets ministériels, administrations et OIP concernés). Afin d'assurer cette mission, la direction a engagé trois personnes.

Lors de la répartition des filières et des thématiques traitées entre les trois régions, la RBC a hérité de l'environnement et de la politique urbaine. Cela ne l'a pas empêchée d'activement contribuer à la réussite et à la participation à des événements coorganisés par les trois régions ou orchestrés par d'autres entités dans le domaine de l'énergie, du tourisme, de l'économie sociale et de l'emploi, s'efforçant systématiquement de défendre ses spécificités.

Si ce sont les administrations et OIP bruxellois qui ont organisé les ministérielles informelles, les conférences ministérielles, les événements de haut niveau, les séminaires, la TF bruxelloise était là en soutien logistique et organisationnel tout en étant partie prenante des groupes de pilotage.

Une présence soutenue du gouvernement bruxellois - le ministre-président, le ministre de la Transition climatique et de l'environnement, le ministre de l'Emploi, la secrétaire d'État chargée de la Transition économique et de la recherche scientifique et la secrétaire d'État chargée des Relations européennes et internationales - a permis de démontrer le rôle moteur d'une région-capitale d'envergure.

A la Représentation permanente de la Belgique (RP), les attachés de la Délégation de la RBC ont activement contribué à l'avancement des dossiers législatifs, d'une part, et des documents stratégiques, d'autre part, présidant ou participant aux réunions techniques interinstitutionnelles, aux trilogues<sup>1</sup>, aux groupes de travail et contribuant à la préparation des COREPER<sup>2</sup> et Conseils de l'UE.

Il est d'ailleurs important de souligner le caractère collectif d'une Présidence. À la RP, toutes les entités fédérales et fédérées ont été mises à contribution. Chaque filière formant une équipe composée d'attachés fédéraux flamands, wallons et bruxellois. Cette organisation a permis d'unir nos forces et de pouvoir engranger des accords législatifs très rapidement. Succès qui ont été soulignés unanimement par les institutions européennes et les autres États Membres (EM).

Lorsqu'un État assure la Présidence du Conseil, il agit comme un *honest broker*, ce qui n'a pas non plus empêché la Belgique (et la RBC) de défendre à chaque fois que c'était possible ses propres intérêts et conception de l'UE.

Ce bilan reprend les actions menées par la RBC tant dans les différentes filières qu'en matière d'événements culturels et de communication, autant d'initiatives qui mettent en valeur le professionnalisme et les atouts de Bruxelles.

## LA PRÉSIDENTE BELGE EN QUELQUES CHIFFRES...

*Hors événements sectoriels*

- **34** accords politiques en trilogie, **15** orientations générales pour le COREPER II. **42** accords politiques en trilogie et **15** orientations générales pour le COREPER I. Pour parvenir à ces résultats, **84** trilogues et réunions interinstitutionnelles ont été organisés, dont la plus longue a duré plus de 24 heures.
- **1** sommet social tripartite, **1** sommet industriel, **4** conférences intergouvernementales consacrées aux négociations d'adhésion, y compris l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie.

---

<sup>1</sup> Dans le contexte d'une procédure législative ordinaire de l'Union européenne, un trilogue est une négociation interinstitutionnelle informelle qui réunit des représentants du Parlement européen, du Conseil de l'Union européenne et de la Commission européenne.

<sup>2</sup> Le terme COREPER désigne le « Comité des représentants permanents des gouvernements des États membres de l'Union européenne ». Il s'agit de la principale instance préparatoire du Conseil.

- **5** traités internationaux entre l'UE et les partenaires internationaux signés par la Belgique pendant sa Présidence du Conseil.
- **26** réunions du Conseil des ministres dans le cadre du COREPER II, ainsi que **21** réunions pour le COREPER I, ce qui comprend donc également **47** points de presse pré-Conseil et **47** conférences de presse post-Conseil ; et **5** sommets de l'UE aboutissant à des résultats stratégiques pour l'avenir de l'Europe.
- **35** réunions du COREPER II et **35** réunions du COREPER I, la salle des machines du Conseil. **1000** (!) points I (points sans discussion) et II (points de discussion) à l'ordre du jour des réunions du COREPER II. Ceux-ci ont été discutés et/ou approuvés dans les **145** heures de réunions par les représentants permanents.
- **9** petits-déjeuners ou déjeuners du COREPER II avec des invités tels que le président de la Cour de justice, le président de la Cour des comptes, l'envoyé spécial pour la mise en œuvre des sanctions de l'UE, différents commissaires européens, le secrétaire général du Parlement européen, etc.
- Au total, **2250** réunions ont eu lieu, dont **70** réunions du COREPER, **47** conseils ministériels, **352** réunions présidées par le SEAE<sup>3</sup>, **109** réunions via visioconférence. Lors de ces rencontres, **1127** petits-déjeuners, **1120** déjeuners froids, **1605** déjeuners chauds et **2075** verres de l'amitié ont été offerts.
- Plus de **80** événements gérés par la représentation permanente, auxquels ont participé plus de **5000** invités. Réceptions à l'Atomium, à Bozar, au Musée royal de l'Afrique centrale - AfricaMuseum, etc.
- **100+** communiqués de presse expliquant toutes les décisions et accords et des milliers de publications et d'articles sur les réseaux sociaux sur X, LinkedIn, Instagram, WhatsApp, YouTube, Threads et Facebook pour rendre la Présidence aussi accessible que possible.
- Une visite de S.M. le Roi à la RP (10 avril 2024) pour remercier l'équipe.

---

<sup>3</sup> Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) est le service diplomatique de l'UE. Son objectif est de renforcer la cohérence et l'efficacité de la politique étrangère de l'UE, et d'accroître ainsi l'influence de l'Europe dans le monde.





## II. ENVIRONNEMENT

## Introduction

Un programme ambitieux sur l'adaptation et la résilience, la transition juste et l'économie circulaire constituait le fil rouge de la filière environnement, présidée par le ministre bruxellois de la Transition climatique et de l'environnement.

Un accent tout particulier a été mis par [Bruxelles Environnement](#) (BE) sur l'adaptation et la résilience aux effets du changement climatique, avec la [première évaluation des risques climatiques \(EUCRA\)](#) produite par l'Agence européenne de l'Environnement (AEE). L'objectif de BE était de dépasser la seule filière environnement et de démontrer non seulement le caractère transversal de cette question, qui existe à tous les niveaux de gouvernance, mais aussi l'implication de tous les secteurs de l'économie. Des présentations et des discussions sur la gestion des risques climatiques ont émaillé plusieurs groupes de travail au niveau européen, notamment en matière d'énergie, de tourisme, d'industrie ou encore de santé.

Autre moment important pour la RBC, l'adoption formelle par le Conseil de la [loi sur la restauration de la nature](#). Grâce à la persévérance de la Présidence belge, et du ministre bruxellois de la Transition climatique et de l'environnement, ce point extrêmement sensible a été remis à l'agenda.

## Travail législatif

Parallèlement, la RP et la Délégation de la RBC auprès de l'UE ont travaillé sur les propositions législatives et les deux Conseils de l'UE formels présidés par le ministre bruxellois de la Transition climatique et de l'environnement.

Les dossiers gérés par les attachés de la RBC étaient <sup>4</sup>:

- La directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires : adoption.

---

<sup>4</sup> Il est à noter que le processus de négociation et d'obtention d'un accord est extrêmement fastidieux et prend énormément de temps et ce pour toutes les filières. Pendant la Présidence, les attachés doivent organiser les négociations quotidiennes lors des *interinstitutional technical meetings* (ITM ou trilogues techniques), présider (alternativement avec le Parlement européen), préparer le trilogue politique en vue de l'accord final; présider les WPE (Groupes de travail environnement) ; préparer le point au COREPER et assister à l'Ambassadeur, mais aussi organiser des réunions bilatérales avec chaque EM, coordonner les travaux avec les experts, rédiger des notes de cadrage et établir la liaison entre le Parlement européen, la Commission et le Conseil.

- La directive sur les substances prioritaires dans l'eau : obtention d'un mandat COREPER (soit un accord au sein du Conseil pour commencer à négocier avec le Parlement européen) ;
- Le règlement relatif aux emballages et déchets d'emballages : adoption.

## Événements

L'ensemble des [événements repris ci-après ont été organisés et coordonnés par BE ou coorganisés](#). Cette institution publique a engagé pour la circonstance une équipe conséquente de pas moins de 10,5 équivalents temps plein (ETP).

### Conseil Informel, Palais d'Egmont (15 et 16 janvier 2024)

Cette réunion ministérielle informelle portait sur des débats relatifs aux trois priorités belges, en vue notamment d'alimenter la préparation des conclusions du Conseil. Elle comprenait trois sessions de travail qui ont chacune été introduite par une personnalité qui exposait son point de vue avant d'entamer les débats, ainsi qu'un déjeuner :

- L'adaptation et la résilience (David Van Reybrouck)
- L'économie circulaire (Leena Ylä-Mononen)
- La transition juste (Rudy De Leeuw)
- Déjeuner de travail sur le thème de la politique climatique (Objectif 2040)

Ces discussions ont constitué la première étape nécessaire pour aboutir à l'adoption des conclusions du Conseil sur le [huitième programme d'action pour l'environnement](#) (PAE) au Conseil Environnement (ENVI) du 17 juin 2024.

La réunion a été présidée par le ministre bruxellois de la Transition climatique et de l'environnement, en tant que président du Conseil de l'UE pour la filière Environnement. Étaient conviés les 26 autres ministres en charge de l'Environnement et du climat ainsi que les quatre pays l'EFTA<sup>5</sup> (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse). Les commissaires en charge de l'Environnement et du climat, la directrice de l'Agence européenne de l'environnement ainsi qu'un représentant du Bureau européen de l'environnement étaient également présents. Soit 41 délégations officielles.

---

<sup>5</sup> L'Association européenne de libre-échange, en anglais : *European Free Trade Association* (EFTA), est une association d'États visant à établir une zone de libre-échange en Europe.

Au-delà de ces temps forts, la RBC a été particulièrement active en coorganisant de nombreux événements :

### ***Belgian soil week (11-15 mars)***

BE a organisé les deux premières journées dont l'objectif consistait, d'une part à présenter les initiatives des trois régions en matière de gestion et de restauration des sols, et, d'autre part, à organiser la réunion semestrielle du COMMON FORUM<sup>6</sup>.

### ***Belgian renovation week (17 janvier)***

La 3<sup>e</sup> journée organisée par BE a permis de sensibiliser l'audience à l'intégration de matériaux moins impactant et matériaux de réemploi à travers des exemples bruxellois inspirants.

### ***Le Forum of the Mission on adaptation to climate change (22-23 mai)***

Il a donné l'occasion à plus de 350 représentants de régions, villes et autorités locales de l'UE d'échanger sur les actions à mettre en œuvre face au changement climatique. L'événement, auquel le ministre bruxellois de la Transition climatique et de l'environnement a participé, a permis de mettre en avant les actions de la RBC et de ses entreprises en la matière, notamment via la tenue d'un stand et de visites de terrain à Tour & Taxis et en Forêt de Soignes.

### ***Le World circular economy forum (15-18 avril) (organisé par Sitra<sup>7</sup>, Circle Economy Foundation<sup>8</sup> et l'International Resource Panel<sup>9</sup>)***

BE y a organisé un atelier consacré à la construction circulaire. Introduit par la secrétaire d'État bruxelloise chargée de la Transition économique, il rassemblait des architectes, entrepreneurs, producteurs de matériaux biosourcés, décideurs politiques et facilitateurs

---

<sup>6</sup> Le COMMON FORUM sur les terrains contaminés en Europe est un réseau informel de décideurs, de régulateurs et de conseillers techniques en matière de terrains contaminés, issus des autorités environnementales de toute l'Europe.

<sup>7</sup> Le Fonds d'innovation finlandais Sitra est un fonds d'avenir qui collabore avec des partenaires pour rechercher, tester et mettre en œuvre des idées audacieuses qui façonnent l'avenir. Il vise à faire de la Finlande un pionnier du bien-être durable.

<sup>8</sup> Circle Economy Foundation est une organisation d'impact mondial dont l'objectif est de doubler la circularité mondiale d'ici 2032 afin d'éviter un effondrement du climat en donnant aux industries, aux villes et aux nations les moyens de mettre en œuvre l'économie circulaire grâce à des solutions pratiques et évolutives.

<sup>9</sup> Groupe d'experts internationaux lancé par le Programme des Nations unies pour l'environnement afin de développer et de partager les connaissances nécessaires pour améliorer l'utilisation des ressources dans le monde entier.

en matériaux de réemploi afin de démontrer les bonnes pratiques circulaires qui sont en place dans le domaine de la construction. Deux visites de terrain ont permis de mettre en valeur des acteurs bruxellois ([Les Petits Riens](#) et le [Circularium](#)).

### **La Conférence annuelle du Bureau européen de l'environnement (13 mai)**

Cette conférence a rassemblé 250 personnes représentants des associations membres du Bureau européen de l'environnement<sup>10</sup>. Le ministre bruxellois de la Transition climatique et de l'environnement était également présent. Les discussions ont permis d'approfondir les échanges sur les trois priorités belges.

### **Le voyage des attachés du groupe de travail Environnement**

Ce voyage a commencé par une visite de [Greenbizz](#)<sup>11</sup>.

## **Résultats et suivi**

- Institutions européennes : Des relations privilégiées ont été établies et faciliteront les contacts ultérieurs. Être au cœur de l'action a aussi permis une compréhension plus fine de la machinerie institutionnelle et de la négociation.
- Experts : En participant aux négociations et aux trilogues, ils ont acquis une meilleure compréhension du fonctionnement de l'UE.
- Expertise sur certaines thématiques que la RBC pourra continuer à exploiter (règlementations sur l'eau, rapport EUCRA<sup>12</sup> par exemple).
- Image de Bruxelles : Organisation du voyage des attachés ENVI, réseautage et rencontres du ministre avec, notamment, ses homologues et les commissaires.

---

<sup>10</sup> Le Bureau européen de l'environnement (BEE) est une ONG, créée en 1974, dont le siège est situé à Bruxelles. Il s'agit d'une fédération de 180 organisations environnementales basées dans 40 pays différents.

<sup>11</sup> Greenbizz est un écosystème unique qui a pour objectifs de Soutenir, rassembler et outiller les initiatives durables pour stimuler l'économie circulaire de Bruxelles.

<sup>12</sup> Rapport de l'Agence européenne pour l'environnement *European Climate Risk Assessment* (Évaluation européenne des risques climatiques) visant à soutenir l'identification des priorités politiques liées à l'adaptation au changement climatique et aux secteurs sensibles au climat.



Belgian Presidency of the Council  
of the European Union



be  
EU  
belgium24.eu

Belgian Presidency of the Council  
of the European Union

be  
EU  
belgium24.eu

Belgian Presidency of the Council  
of the European Union

# III. POLITIQUE URBAINE

## Introduction

La RBC a assuré la Présidence de la politique urbaine et a profité de cette opportunité pour réaffirmer ses trois priorités :

1. L'importance des villes en tant que partenaires et moteurs européens ;
2. La nécessité de renforcer la dimension urbaine et métropolitaine dans les politiques européennes et la programmation post 2027 ;
3. La reconnaissance de l'aménagement du territoire, de l'approche territoriale et de la gouvernance urbaine comme outils indispensables pour atteindre les objectifs européens.

Le ministre-président de la RBC et la secrétaire d'État en charge des Relations européennes et internationales ont été particulièrement actifs et ont représenté la région et la Belgique à l'ensemble de ces événements.

[perspective.brussels](#) a conçu et organisé l'ensemble des événements pour lesquels un comité de pilotage réunissant urban.brussels, la direction Europe de BI et les cabinets concernés avait été mis sur pied. Afin de mettre ce programme en œuvre, 4,5 ETP ont été engagés chez [perspective.brussels](#).

## Événements

**Événement de haut niveau : *A European urban policy fit for the future (24 janvier)* :**

L'objectif principal consistait à délivrer aux institutions européennes des messages politiques en faveur de politiques urbaines fortes et d'une plus grande implication des villes et aires métropolitaines lors du prochain mandat du Parlement européen et de la Commission.

L'événement s'est articulé autour de la Déclaration de Bruxelles des maires adressée aux institutions européennes et signée au cours de l'événement par 36 maires de villes-capitales, de villes et de métropoles. Depuis, plus de 170 maires et associations européennes ont rejoint ce manifeste [Brussels Declaration « A European urban policy fit for the future »](#). La déclaration a fourni des messages politiques audacieux en faveur des villes et de politiques urbaines européennes fortes pour la prochaine législature.

La réunion était rehaussée de la présence du ministre-président de la RBC et de la secrétaire d'État en charge des Relations européennes et internationales. Des interventions particulièrement marquantes ont été faites par la Commissaire européenne à la cohésion et réformes, le Président du Comité des régions et le Président de la commission affaires régionales du Parlement européen, notamment.

Au-delà de ces temps forts, la RBC a été très active en organisant de nombreux événements :

- **Urban Agenda Lab : impact of EU regulations and policies on land use in cities (24 avril)** : Discussion sur le rôle des villes dans la mise en œuvre des réglementations et politiques européennes. Bien que le développement urbain ne soit pas une compétence de l'UE, les réglementations dans d'autres domaines ont un impact direct sur l'utilisation des sols et la planification urbaine. Or, cet aspect n'est pas suffisamment pris en compte au niveau européen, ce qui rend la mise en œuvre de ces réglementations au niveau local très difficile. perspective.brussels, au nom de la Présidence belge, a mené une étude explorant la manière dont les politiques et les réglementations de l'UE peuvent avoir un impact sur la planification.  
Research paper: [The impact of EU regulations and policies on land-use in cities – Lessons for the urban agenda for the EU and intergovernmental cooperation](#)
- **Urban development group (UDG) (25 avril)** : Cette réunion d'experts préparait celle des directeurs généraux chargés des affaires urbaines des 27 États membres, États partenaires et institutions européennes. Il s'agit d'une réunion intergouvernementale obligatoire du portefeuille urbain. Des échanges ont eu lieu sur la mise en application de l'agenda urbain pour l'UE, des initiatives urbaines européennes pertinentes et des priorités urbaines de la Présidence.
- **Séminaire européen des agences de planification urbaine: Should I stay or should I go: urban sprawl, density and a new planning agenda for Europe (29-30 mai)** : Ce séminaire, une première, a permis des échanges sur les pratiques durables et innovantes entre villes, agences et planificateurs sur la thématique de l'étalement urbain et de la densité qualitative. Le premier jour était dédié à trois visites de terrain à Bruxelles et le deuxième s'est organisé autour d'un *keynote speaker*, d'une table ronde et de trois workshops consacrés aux bonnes pratiques



européennes. Le résultat est visible dans une exposition et une publication (voir événements culturels ci-dessous).

- ***Joint session Directors general on Urban matters (DGUM) and Directors general on Territorial cohesion (DGTC) (25 juin)*** : Cette session conjointe a permis de faire échanger les DG des deux formations intergouvernementales du Conseil en lien avec le territorial sur les priorités de la Présidence belge. A cette occasion, deux rapports commandés spécifiquement par la Présidence ont été exposés, l'un de la filière cohésion territoriale sur les *No Net Land Take trajectoires: policies and practices across Europe* et l'autre de la filière politique urbaine sur « l'impact des réglementations et politiques européens sur l'affectation des sols dans les villes ».
- ***Meeting of the Directors general on Urban matters (DGUM) (26 juin)*** : L'objectif principal de cette réunion intergouvernementale des Directeurs généraux consistait à prendre des décisions sur la mise en œuvre de l'Agenda urbain pour l'UE. Cela s'est traduit par le lancement de deux nouveaux partenariats thématiques « Villes sensibles à l'eau » et « Décarbonation des bâtiments » et le choix du thème des « villes compactes » pour un partenariat qui serait lancé en 2025. En outre, la Présidence belge a décidé d'élargir le champ pour permettre des discussions plus larges : politique et réglementation sur les sols et impact sur le développement urbain ; présentation du 9e rapport sur la cohésion ; [Conclusions de la Présidence en matières urbaines](#).

#### Présence des ministres bruxellois à d'autres événements

- 16 et 17 mars 2023 : interventions du secrétaire d'État en charge des Relations européennes et internationales au *Cities Forum 2023*
- 10 octobre 2023 : intervention de la secrétaire d'État en charge des Relations européennes et internationales au *joint meeting* de l'*urban intergroup* du Parlement européen et Eurocities
- 24 janvier 2024 : intervention du ministre-président et la secrétaire d'État en charge des Relations européennes et internationales à l'évènement de haut-niveau des maires
- 18 mars 2024 : intervention du ministre-président en ouverture au 10e Sommet des villes et régions de Mons

- 20 mars 2024 : présentation par le ministre-président des priorités de la Présidence belge en matière urbaine devant la commission affaires régionales du Parlement européen.

## Résultats et suivi

Les [conclusions de la Présidence en affaires urbaines](#) reprennent les avancées sur les points défendus par la RBC pendant la Présidence:

- Rôle de l'approche territoriale, de l'aménagement du territoire et de la gouvernance métropolitaine pour s'attaquer aux futurs défis urbains (règlements, étalement urbain, coopération urbain-rural et politique de cohésion forte).
- Appel des villes pour une politique urbaine européenne ambitieuse pour 2024-2029 :
- Déclaration de Bruxelles des maires (dialogue systématique avec le niveau européen, meilleure intégration des affaires urbaines, des réglementations *urban friendly*, gouvernance métropolitaine et multi-niveaux, vers un nouveau modèle pour les villes).
- Forts de cette expérience, perspective.brussels et la direction Europe de BI vont continuer à travailler de concert pour mieux mettre en place les points repris ci-dessus et mieux défendre les intérêts de la Région.



# IV. POLITIQUE DE COHÉSION

## Introduction

La Région wallonne a formellement assuré la Présidence des groupes de travail cohésion (SMOR<sup>13</sup>) et des réunions ministérielles tandis que la RBC occupait le siège belge. Tout en agissant en *honest broker*, cette occasion a été utilisée à plein pour jouer un rôle actif et mettre en avant certains accents belges et bruxellois.

## Travail législatif et non législatif

Tout d'abord, l'équipe Cohésion de la RP a été entièrement mobilisée en janvier et février par la négociation en trilogues du **règlement STEP** établissant la plateforme des « Technologies stratégiques pour l'Europe » et faisant appel à la politique de cohésion pour son financement. Elle a soutenu les attachés fédéraux en charge du budget pour ses négociations qui ont nécessité pas moins de onze réunions nécessitant tout autant de réunions préparatoires, de drafting et de débriefing au sein des équipes de la Présidence et du Conseil.

Ensuite, tablant sur la **réunion informelle des ministres de la Cohésion de Mons (5-6 février)** ainsi que sur le **9<sup>e</sup> rapport sur la cohésion** publié par la Commission en mars, la Présidence belge a souhaité réaffirmer le caractère indissociable de la politique de cohésion et du marché intérieur (voir infra le Rapport Letta) pour dégager des lignes directrices sur la politique de cohésion post-2027 au travers de conclusions du Conseil.

Les **conclusions du Conseil sur le 9<sup>ème</sup> rapport de Cohésion**, ont permis – grâce à l'impulsion belge – de mettre en avant la nécessité de moyens appropriés pour apporter un soutien sur mesure aux régions après 2027. Elles doivent effectivement continuer à relever les défis écologiques, numériques, industriels et démographiques, et ce, aux différents niveaux de développement socio-économique. Les EM en ont profité pour réaffirmer plusieurs principes clés à maintenir dans la politique de cohésion après 2027 : gestion partagée, gouvernance à multi-niveaux et principe de partenariat.

La RBC a également réussi à défendre et à intégrer l'importance de la dimension territoriale, en particulier urbaine, qui est actuellement malmenée par une focalisation sur

---

<sup>13</sup> Groupe de travail informel sur les actions structurelles et les régions ultrapériphériques.

les territoires ruraux. En revanche, faute de consensus en intra-belge, la RBC n'a pas réussi à ouvrir une discussion sur la révision des critères d'allocation des fonds, l'idée étant de maximiser les indicateurs de types socio-économiques et environnementaux fins au détriment du PIB qui pénalise fortement la région et les villes.

Lors du **Conseil des affaires générales sur la cohésion au Luxembourg (18 juin)**, qui aura vu les conclusions adoptées, la Présidence belge a également agendé une discussion sur la difficulté qu'ont la plupart des EM (ainsi que la Commissaire en charge de la cohésion) à concevoir dans le futur une politique de cohésion qui fasse fi des dimensions territoriales, régionales, partagées et multi-annuelles des fonds. Et ce, alors que la Commission au plus haut niveau et certains EM parmi les bénéficiaires nets, souhaitent lier plus intimement politique de cohésion, réformes et performance, s'inspirant du modèle de la facilité pour la reprise et la résilience (RRF<sup>14</sup>). Les orientations pour le futur de la politique de cohésion, reprises dans les conclusions du Conseil, interviennent donc à un moment-clé pour tenter d'influer la nouvelle Commission européenne.

Par ailleurs, l'équipe belge a été mobilisée sur le suivi d'une proposition législative visant à faciliter la résolution des obstacles transfrontaliers (FCBS<sup>15</sup>). Cette législation n'a pu faire l'objet d'un accord au sein du Conseil et ne recueille pas un grand enthousiasme de la part des EM.

## Résultats et suivi

- La RBC n'a pas réussi à ouvrir une discussion sur la révision des critères d'allocation des fonds et sur la maximalisation des indicateurs de types socio-économiques et environnementaux fins au détriment du PIB qui pénalise fortement la Région et les villes. Ce travail de lobby devra être poursuivi et lié aux travaux sur la politique urbaine.
- La défense d'une politique urbaine ambitieuse va de pair avec la compétitivité et la cohésion. Ces principes devront servir de base pour influencer les futurs règlements.

---

<sup>14</sup> La facilité pour la reprise et la résilience (RRF) est un instrument temporaire au cœur de *NextGenerationEU*, le plan de l'Union pour sortir plus forte et plus résiliente de la crise actuelle.

<sup>15</sup> *Facilitating cross-border solutions*

# V. COMPÉTITIVITÉ

## Industrie

La RBC a assuré la vice-présidence du groupe de travail Industrie du Conseil. Cela impliquait une étroite implication dans tous les travaux du groupe de travail du Conseil, mais aussi la responsabilité de l'approbation, au sein du Conseil, de la conclusion des partenariats stratégiques pour la construction de chaînes de valeur durables pour les matières premières critiques (MPC)<sup>16</sup>, plus particulièrement avec la Norvège, l'Ouzbékistan, l'Australie et la Serbie, afin de diversifier l'offre et contribuer à la transition verte et numérique.

La RBC a également corédigé les conclusions du Conseil « Une industrie européenne compétitive, moteur de notre avenir vert, numérique et résilient », lesquelles visent à inspirer la politique industrielle pour la législature 2024-2029. Grâce à la RBC, il a plaidé pour que la future politique industrielle européenne contribue davantage à soutenir les ambitions de la transition écologique et se fonde sur des prévisions économiques qui tiennent également compte des aspects sociaux et environnementaux également. Il vise des conditions de concurrence équitables pour les entreprises qui poursuivent des ambitions sociales et environnementales élevées. Enfin, un débat sur la gestion des risques du changement climatique pour l'industrie européenne et ses chaînes de valeur a vu le jour, en partie grâce à la RBC.

## Concurrence

Lors d'une des réunions du groupe de travail du Conseil sur la concurrence, les collègues de Bruxelles Economie et Emploi (BEE) ont pu présenter la stratégie bruxelloise de *shifting economy*<sup>17</sup>, ainsi que la voie qu'elle a tracée en conditionnant l'octroi d'aides d'État à l'exemplarité sociale et environnementale des entreprises. Par cette présentation, ils espèrent inspirer la modernisation du cadre européen des aides d'État et d'autres EM de l'UE.

---

<sup>16</sup> Pour devenir plus numérique, efficace sur la plan énergétique et climatiquement neutre, l'UE aura besoin de matières premières critiques (MPC) telles que le lithium et le cobalt pour la construction de batteries et de moteurs électriques. Ces technologies permettent le développement de secteurs stratégiques : les énergies renouvelables, la voiture électrique et le numérique.

<sup>17</sup> La *shifting economy* est la stratégie de transition économique de la RBC. Elle vise à la transformation de l'économie bruxelloise pour qu'elle soit : décarbonée, régénérative, circulaire, sociale, démocratique et digitale.

## Recherche

Bien que la Région n'occupait pas un rôle prépondérant dans la filière recherche, elle a contribué à l'élaboration de conclusions du Conseil sur la valorisation de la connaissance<sup>18</sup>, sur l'évaluation ex post d'Horizon 2020<sup>19</sup>, de recommandations du Conseil sur la sécurité de la recherche<sup>20</sup> et d'un règlement du Conseil lié à l'EuroHPC<sup>21</sup>. Ces textes ont tous été adoptés lors du Conseil formel du 23 mai.

La RBC a insisté pour que les points suivants soient pris en compte :

- poursuite des investissements dans le *Green Deal*<sup>22</sup> et son intégration dans le futur « Horizon Europe »<sup>23</sup> et de la Mission « Villes intelligentes et neutres en carbone »<sup>24</sup> ;

---

<sup>18</sup> Le Conseil a adopté des conclusions sur « le renforcement de la valorisation des connaissances en tant qu'outil pour une industrie résiliente et compétitive et pour l'autonomie stratégique dans une économie ouverte en Europe ». Les conclusions ont pour objectif principal de renforcer les différentes manières de soutenir la valorisation des connaissances, en faisant le point sur les initiatives récentes ainsi que sur les orientations visant à renforcer la valorisation des connaissances, et en formulant des propositions pour combler les lacunes du paysage européen de l'innovation.

<sup>19</sup> « Horizon 2020 », qui a été le programme de recherche et d'innovation de l'UE entre 2014 et 2020, doté d'un budget de près de 80 milliards d'euros, a contribué de façon majeure à la construction d'une société et d'une économie européennes ancrées dans la connaissance et l'innovation et a apporté aux Européens des avantages allant bien au-delà de ce qui aurait pu être obtenu au niveau national ou régional.

<sup>20</sup> La recommandation a pour principal objectif d'aider la Commission et les États membres à faire face aux risques en matière de sécurité de la recherche découlant de la coopération internationale. La recommandation recense les risques liés principalement aux problèmes de transfert indésirable de connaissances, d'ingérence étrangère et d'atteintes à l'éthique ou à l'intégrité. La recommandation ne contient pas de dispositions contraignantes, mais fournit des orientations pour les mesures que pourraient prendre la Commission, les États membres et la communauté des chercheurs.

<sup>21</sup> Entreprise commune européenne pour le calcul à haute performance. Il s'agit d'une initiative conjointe de l'UE, des pays européens et des partenaires privés visant à développer un écosystème de « supercalcul » de classe mondiale en Europe.

<sup>22</sup> Le pacte vert pour l'Europe — en anglais, *European Green Deal* — est un ensemble d'initiatives politiques proposées par la Commission européenne dans le but primordial de rendre l'Europe climatiquement neutre en 2050.

<sup>23</sup> « Horizon Europe » est le programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation (R&I) pour la période 2021-2027. L'objectif du programme est de renforcer la base scientifique et technologique de l'UE, notamment en élaborant des solutions pour répondre à des priorités politiques telles que les transitions écologique et numérique. Le programme contribue également à la réalisation des objectifs de développement durable et stimule la compétitivité et la croissance.

<sup>24</sup> La Mission vise, d'une part, à faire émerger 100 villes intelligentes et climatiquement neutres d'ici 2030, par et pour les citoyens, et, d'autre part, faire en sorte que ces villes servent de centres d'expérimentation et d'innovation pour permettre à toutes les villes européennes soient prêtes à la neutralité climatique en 2050.



- transition inclusive, ouverte au plus grand nombre d'acteurs ;
- introduction de la *shifting economy* dans la vision ;
- notion environnementale et sociale incluse dans la compétitivité.

La RBC a également participé et contribué aux événements suivants :

***Research to reality: Digital solutions to European challenges (5-6 février)*** : Cet événement était consacré à l'exploration et à la stimulation de l'interaction dynamique entre la recherche de pointe sur les technologies numériques dans le cadre d'« Horizon Europe » et les initiatives influentes de numérisation dans le cadre du programme pour une Europe numérique<sup>25</sup>. Les trois ministres régionaux ont inauguré la journée.

***EuroHPC Summit 2024 - To exascale and beyond ; unleashing the power of European HPC and Quantum Computing (18 mars)*** : Le sommet visait à informer et permettre aux participants de discuter de l'informatique exascale et post-exascale, de l'intelligence artificielle (AI) pour le HPC et de l'informatique quantique.

***Cluster II event - #StrongerTogether : SSAH and the future of evidence-informed policymaking (6-7 mai)*** : La conférence avait pour objectif de mieux intégrer les disciplines SSAH (sciences sociales, arts et sciences humaines) dans les processus d'élaboration des politiques afin de relever les défis sociétaux urgents et complexes d'une manière plus efficace et centrée sur les personnes. Ceci au bénéfice des scientifiques, des décideurs politiques, des citoyens et de l'industrie. Des efforts ont été déployés pour mieux intégrer les sciences humaines et sociales dans les programmes de financement tels qu'« Horizon Europe » via un projet de réforme de deux ans financé par l'instrument de soutien technique de la DG REFORM<sup>26</sup> de la Commission européenne, auquel la Belgique a participé.

---

<sup>25</sup> Le programme pour une Europe numérique (DIGITAL) est un programme de financement de l'UE visant à apporter la technologie numérique aux entreprises, aux citoyens et aux administrations publiques.

<sup>26</sup> La direction générale de l'appui aux réformes structurelles (DG REFORM) aide les pays de l'UE à concevoir et à mettre en œuvre des réformes dans le cadre de leurs efforts pour soutenir la création d'emplois et la croissance durable.

### **Cluster IV event – “Indtech2024 Conference on industrial technologies – Science and innovation to empower Europe industrial resilience and economic security (3-5 juin) :**

*Indtech2024* était un forum qui a rassemblé des organismes de recherche, de l'industrie, des PME et des décideurs politiques pour échanger des points de vue sur des défis spécifiques en matière de recherche et d'innovation mais aussi pour favoriser la mise en réseau. Une question primordiale abordée lors d'Indtech2024 consistait à savoir comment mieux intégrer la politique de recherche et de développement dans des initiatives européennes ambitieuses afin de garantir l'avenir de notre industrie européenne.

## **Résultats et suivi**

- Défense des priorités de la RBC dans le domaine de la compétitivité en insistant sur le *Green Deal*, les risques climatiques et les aspects sociaux ;
- Grâce à la RBC, les risques climatiques, la cohésion et l'économie sociale se retrouvent dans les conclusions du rapport Letta<sup>27</sup> ;
- Suite à la présentation de la *shifting economy*, la RBC a expliqué aux EM l'intérêt de conditionner les aides d'État à l'exemplarité sociale et environnementale des entreprises. A voir dans quelle mesure ce travail de sensibilisation pourrait être prolongé ;
- Lobbying pour maintenir une priorité urbaine dans le futur « Horizon Europe ».

---

<sup>27</sup> Rapport sur l'avenir du marché unique européen (« *Much more than a market* ») rédigé par l'ancien premier ministre italien, Enrico Letta, à la demande du Conseil européen et présenté au Conseil européen le 18 avril 2024. Le rapport se concentre sur le renforcement du marché intérieur européen par le biais de la coopération et de l'intégration économiques. Une attention particulière est accordée à l'innovation, à la durabilité et à la compétitivité.

or: Marta Gomes

s: Petra Stušek – David Boon - James Rees – Patrick Bontinck

# EU Dialogue

17<sup>th</sup> of April 2024

Positive change in the Meetings Industry



**VI. TOURISME**

## Introduction

La RBC occupait le siège belge du tourisme. Depuis plusieurs années, elle défend le fait que le tourisme ne se limite pas au seul tourisme balnéaire ou de montagne mais qu'il existe d'autres formes, dont le tourisme urbain et d'affaires, auquel une industrie prospère est liée.

## Événement

### *EU dialogue : driving positive change in the meetings industry (17 avril)*

Afin de mettre l'accent sur ce tourisme urbain et d'affaires, visit.brussels a organisé en collaboration avec JMIC (*Joint Meetings Industry Council*), CityDNA (*City Destinations Alliance*) et EEIA (*European Exhibition Industry Alliance*)\*, cet évènement fédérateur pour les acteurs européens de la *meetings industry* autour de la transition vers un secteur à impact positif. Cette rencontre a permis d'insister sur une série de thématiques rappelant l'aspect stratégique du secteur : la nécessité de verdurisation, la mobilité ainsi que les défis dans le domaine de l'emploi notamment.

En effet, les réunions internationales, telles que les congrès ou conférences, sont une composante essentielle pour déployer la capacité de l'Europe en matière d'innovation, de compétitivité, d'objectifs de développement durable et social. Ce secteur particulier du tourisme crée des opportunités d'emploi et stimule l'activité économique.

A l'issue de cet événement, a été produit [un manifeste destiné au futur parlement européen et à la commission](#).

## Travail législatif et non législatif

Grâce à la RBC, les conclusions résumant les travaux du groupe de travail tourisme du Conseil sous la Présidence belge ont également appelé à une compréhension plus large du tourisme, en incluant l'industrie des réunions et les communautés locales. Ces deux éléments sont des composantes importantes de ce que l'on appelle l'économie des visiteurs.

## Résultats et suivi

- Assurer le suivi du manifeste et de l'événement sur la *meetings industry* ;
- Prendre contact avec la commission et d'autres villes similaires pour voir comment défendre cet aspect du tourisme.

# VII. EPSCO

<sup>28</sup> Le Conseil EPSCO est composé des ministres chargés de l'emploi, des affaires sociales, de la santé et de la protection des consommateurs de tous les États membres de l'UE. Les membres de la Commission européenne compétents pour les matières concernées participent également aux sessions. Le Conseil EPSCO a pour mission d'augmenter les niveaux d'emploi et d'améliorer les conditions de vie et de travail, tout en garantissant un niveau élevé de protection de la santé humaine et des consommateurs dans l'UE.

## Introduction

Au cours de la Présidence, la RBC a mis l'accent sur l'emploi, le développement des compétences et la politique sociale, en se concentrant sur les priorités politiques suivantes:

- Augmenter les taux d'activité dans la RBC et réduire le chômage ;
- Éliminer l'inadéquation des compétences et combler les goulets d'étranglement professionnels grâce à des politiques actives du marché du travail et à l'amélioration et à la diversification de la formation ;
- Souligner le rôle du réseau européen des services publics de l'emploi (PES) en tant que point de rencontre entre les demandeurs d'emploi et les entreprises ;
- Mieux soutenir les groupes vulnérables et lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ;
- Poursuivre le développement des projets d'économie sociale ;
- Mettre en valeur des bonnes pratiques dans la RBC.

## Événements

### **Conférence des ministres européens en charge de l'économie sociale (11-13 février) :**

La Présidence belge a donc fait de l'économie sociale l'une de ses priorités dans le but de mettre en évidence le potentiel de celle-ci et de démontrer qu'elle peut être un levier important au profit des différentes transitions : inclusive, verte et numérique. Il s'agissait d'un événement organisé conjointement par les trois régions, avec, pour la RBC, Bruxelles Économie et Emploi. Le 13 février, une session plénière spéciale de la RBC a eu lieu : « Bruxelles, un laboratoire urbain d'intégration et de transitions » avec le ministre de l'Emploi et la secrétaire d'État chargée de la Transition économique et de la recherche scientifique comme panélistes.

A l'issue de l'événement, une feuille de route pour l'économie sociale dans l'UE a été élaborée, avec une vingtaine de recommandations à l'attention de la future Commission et du Parlement européen.

**OECD Skills Summit (21-22 février) :** Cet événement ministériel de deux jours avait pour thème « *Skills for the future - Building bridges to new opportunities* » (Compétences pour l'avenir - Créer des passerelles vers de nouvelles opportunités). Il ne s'agissait pas d'un

événement de la Présidence belge, mais il a été organisé à Bruxelles car la Belgique assurait la Présidence. Le sommet s'est concentré sur trois thèmes :

- Développer une vision des besoins futurs en matière de compétences ;
- Créer des parcours d'apprentissage et de carrière qui mènent à de nouvelles opportunités ;
- Permettre à chacun de développer les compétences nécessaires pour saisir les nouvelles opportunités.

Le ministre bruxellois de l'Emploi, a présidé un atelier et guidé une visite à MolenGeek<sup>29</sup>.

**Conférence - Construisons des solutions inclusives pour de meilleurs services numériques (13-14 mars) :** Le programme portait sur les défis de l'inclusion numérique pour les groupes vulnérables. Des débats étaient organisés entre les ministres belges (régionaux et nationaux) ainsi que plusieurs ministres européens responsables de l'inclusion numérique et des compétences.

Le ministre bruxellois de l'Emploi a également participé à un panel consacré à la transformation numérique et l'amélioration de l'accompagnement des groupes vulnérables. Il a ensuite présenté le projet « Digital Brussels », le traitement en ligne des procédures administratives pour les résidents de la capitale.

**Conférence ministérielle de haut niveau sur le pilier européen des droits sociaux (15-16 avril) :** Cette conférence a réuni des décideurs politiques, les acteurs concernés et des experts pour discuter de la poursuite de la mise en œuvre du pilier européen des droits sociaux.

L'objectif final était de faire signer la déclaration interinstitutionnelle de La Hulpe sur l'avenir de l'Europe sociale par les institutions européennes, les partenaires sociaux et la société civile. Les participants ont discuté des futurs défis et priorités en matière de promotion du capital humain, de la compétitivité et de l'innovation, ainsi que de la manière de rendre nos sociétés plus inclusives, de réaliser une transition juste et équitable, et de consolider la convergence sociale et l'égalité des chances dans l'UE.

---

<sup>29</sup> MolenGeek, situé au cœur de Molenbeek, à Bruxelles, a pour mission de rendre le secteur des technologies accessible à toute personne désirant surfer sur la vague du digital, peu importe les origines ou le niveau de formation.



Plusieurs ateliers ont été organisés et le ministre bruxellois de l'Emploi a participé en tant que modérateur à l'atelier « Conditions de travail lors de l'utilisation de l'intelligence artificielle et de la gestion algorithmique ».

**European Year of Skills (EYS) Closing events (29-30 avril)** : Clôture festive de l'Année européenne des compétences (AEC) par des visites de bonnes pratiques dans les trois régions. Pour la RBC, le Centre Groot Eiland<sup>30</sup> (Molenbeek) a été présenté par le ministre de l'Emploi.

Dans ce contexte, une conférence a également été organisée à Bruxelles par la Commission européenne, avec le soutien de la Présidence belge. Au cours de cette conférence, des plans ont été élaborés pour que les résultats obtenus au cours de l'EYS soient intégrés dans le pilier social de l'UE à court et à moyen terme. Présidant le Réseau européen des services publics de l'emploi (PES), Caroline Mancel, directrice générale adjointe d'Actiris, a participé à la session « L'Année européenne des compétences : un tremplin vers la révolution des compétences en Europe ».

## Résultats et suivi

- Alors que la RBC n'était pas assesseur, elle a néanmoins été très active dans différents dossiers politiques et des événements où plusieurs ministres bruxellois, dont celui de l'Emploi, étaient très présents.
- Emploi à Bruxelles : continuer à augmenter le taux d'activité et de développer des politiques actives du marché de travail, diversifier la formation et échanger des bonnes pratiques dans l'économie sociale.
- Image de Bruxelles : La visite de plusieurs lieux a démontré le dynamisme de la Région dans le domaine du développement des compétences de l'emploi et l'économie sociale.
- Suite : assurer un suivi plus important de la filière EPSCO au sein de la délégation en désignant un attaché qui peut s'y consacrer pleinement.

---

<sup>30</sup> Groot Eiland offre aux Bruxellois et aux résidents de la périphérie qui se trouvent éloignés du marché du travail l'opportunité de développer leurs compétences, leur créativité et leurs talents. Grâce à des formations et des expériences professionnelles dans divers secteurs, ainsi que par le « *job coaching* », Groot Eiland les aide à trouver un emploi.



# VIII. TRANSPORT

## **Travail législatif**

Au sein de la filière transport, la Région a été coprésidente de deux groupes de travail du Conseil où la [proposition de règlement](#) sur les droits des passagers dans le cadre du transport multimodal a été discutée. La Région a également participé à des sessions de réécriture de ce texte.

## **Résultats et suivi**

Faute de temps et de moyens humains, la Délégation n'a jamais suivi de manière intensive le transport mais a plutôt assuré une veille pour informer correctement les acteurs concernés (Bruxelles-Mobilité, le Port de Bruxelles et Bruxelles Environnement). La Délégation prévoit de continuer à travailler de cette façon pour cette filière.

# IX. BIEN-ÊTRE ANIMAL



## Travail législatif

Au sein de la filière agriculture et pêche (AGRIFISH), la RBC a joué un rôle-clé lors des négociations de la position du Conseil sur la [proposition de règlement](#) sur le bien-être des chiens et des chats et leur traçabilité. Elle a contribué activement à la compilation des positions des EM et à la réécriture du texte pour refléter la position du Conseil au regard de l'expertise de BE dans ce domaine. Grâce à un important travail de négociation, la Présidence belge a obtenu un mandat COREPER (accord au sein du Conseil de l'UE entre les 27 Etats membres) sur ce texte.

## Événement

**Conférence sur le bien-être animal (29 janvier)** : Les ministres régionaux du bien-être animal, dont le ministre bruxellois, ont organisé un événement sur le bien-être animal « *Call to Care for Animal Welfare* ». Ils ont saisi l'opportunité de placer le bien-être animal en haut de l'agenda européen durant la Présidence belge. Des décideurs politiques, des experts, des fonctionnaires, et des défenseurs du bien-être animal issus de divers EM ont participé à cet événement.

## Résultats et suivi

Le bien-être animal n'avait plus été discuté en groupe de travail du Conseil spécifique depuis très longtemps. La Présidence belge a donc voulu créer un élan positif sur ce sujet en organisant plusieurs groupes de travail et un événement de réseautage. Ces initiatives ont permis de tisser des liens et d'améliorer la collaboration.



# X. ÉVÉNEMENTS CULTURELS

## **L'Aire d'un Souffle**

*10 janvier au 31 décembre 2024*

Cette exposition, qui s'est tenue sur l'Esplanade Solidarność du Parlement Européen à Bruxelles, est un des points d'orgue de la Présidence belge du Conseil de l'UE. Soutenue par le Parlement Européen et la RBC, elle a permis d'offrir une plateforme aux artistes belges internationalement reconnus, Ann Veronica Janssens et Michel François. Elle démontre également l'engagement des institutions européennes à promouvoir l'art et la culture comme éléments-clés de notre patrimoine commun et de partager cette richesse avec un large public, estimé à environ deux millions de visiteurs annuels.

L'objectif est de perpétuer cette initiative en incitant les prochaines Présidences tournantes du Conseil de l'UE à présenter leurs propres artistes, à en faire une vitrine et une occasion de célébrer et promouvoir la culture européenne de manière régulière et visible.

La présence de hauts représentants ministériels belges (le ministre-président de la RBC, la secrétaire d'État bruxelloise en charge des Relations européennes et internationales, une ministre fédérale), de dignitaires européens (Présidence du PE, DG de la CE), de hauts fonctionnaires du Parlement Européen, et d'acteurs du secteur culturel et du mécénat, a encore rehaussé le prestige de l'inauguration de l'installation.

Ce succès souligne l'importance de la collaboration entre les différents acteurs institutionnels et culturels. La RBC et le Commissariat à l'Europe et aux institutions internationales, en particulier, a joué un rôle crucial dans la concrétisation de ce projet, en défendant la visibilité de Bruxelles comme centre culturel dynamique et en facilitant la mise en avant d'artistes internationaux issus de la RBC.

## **Stoclet 1911 – Restitution**

*02 janvier – 14 avril 2024*

Cette exposition, inaugurée par la secrétaire d'État bruxelloise en charge des Relations européennes et internationales, restitue une partie du Palais Stoclet dans son pristin état et s'inscrit dans une démarche européenne, tant par la reconstitution virtuelle, qui ouvre un nouveau champ de recherche en conservation-restauration, que par l'importance patrimoniale du monument qui dépasse les frontières belges.

À travers cette recherche qui associe historiens, archéologues du bâti, analystes de matériaux en laboratoire et concepteurs de reconstitutions immersives, la RBC a non seulement souhaité rendre cette connaissance accessible au plus grand nombre, mais aussi construire une base d'informations scientifiques sur la spatialité du bâtiment et ses décors remarquables.

## **New ways of living**

**16 mai - 21 juillet 2024**

Alors que l'Europe attend beaucoup d'un cadre de vie inclusif, abordable, résilient, écologique et sain, la plupart des villes-régions européennes sont confrontées à des défis majeurs en matière de logement en raison de la croissance démographique, des migrations, des changements socioculturels, économiques et climatiques.

Il n'est donc pas surprenant que les villes et les régions demandent davantage de soutien de la part de l'Europe, comme cela a été formulé l'année dernière dans la déclaration de Gijón, sous la Présidence espagnole, et cette année, dans la déclaration de Bruxelles des maires européens, ou encore dans la déclaration de Liège pour un logement abordable.

Pour faire face à cette transition, il faut des solutions créatives, à la fois pour le bâti existant et pour le nouvel environnement bâti. Qu'il s'agisse de logements temporaires ou permanents, la manière traditionnelle de concevoir notre communauté ne peut plus être la seule norme. En ce sens, les villes deviennent des laboratoires de solutions durables pour un mélange inclusif de nouvelles manières de vivre, de travailler et de se divertir, qui vont au-delà des modèles basés sur le marché.

L'exposition a permis de mettre en avant les compétences et les projets de la Région et d'urban.brussels, dans un contexte international et européen. L'évènement est également lié à la Déclaration de Bruxelles des maires européens « *A European urban policy fit for the future* ».



## **Should I stay or should I go**

*Jusqu'au 2 octobre 2024*

L'exposition, qui peut être vue dans les bâtiments de perspective.brussels, illustre les propos du séminaire et de la publication (voir supra) qui traitent de l'étalement urbain, de la densité et d'un nouvel agenda d'aménagement du territoire pour l'Europe. Dix-neuf bonnes pratiques ont été sélectionnées.

## **Urban archaeology and the cities of tomorrow**

*20 – 23 mars 2024*

Le symposium de l'*European Archaeological Council* (EAC), actuellement sous la présidence d'urban.brussels, rassemble un réseau de villes, instituts et experts européens. Cet événement a exploré les défis de la gestion des projets archéologiques dans un environnement urbain, ainsi que la manière dont les connaissances générées par ce type d'archéologie particulier peuvent contribuer aux villes de demain :

- Comment articuler l'importance de l'archéologie urbaine et ses connaissances du sous-sol et du bâti ancien
- La valeur du développement de cadres de recherches pour l'archéologie préventive urbaine
- L'archéologie au service de la ville, des paysages urbains, et du public.

## **Bright et Pride**

Ces deux événements organisés chaque année par visit.brussels ont pris, à l'occasion de la Présidence, une couleur européenne, rassemblant des artistes pour Bright et des chars pour la Pride, venant de plusieurs pays de l'UE.



# XI. COMMUNICATIONS

Brussels International a assuré la communication de la Présidence de manière transversale en organisant une task force sur la communication pour établir le lien avec l'équipe communication de la Présidence et les équipes communication des administrations et OIP bruxellois, soutenir celles-ci et publier une newsletter mensuelle sur l'ensemble des événements bruxellois (7 newsletters et 33 articles) et des posts sur LinkedIn et X pour les grands événements.

Une conférence de presse a été organisée par le service communication de la RP ainsi qu'un *press trip* qui a emmené les journalistes de la presse internationale à Bruxelles et dans les autres régions. Pour Bruxelles, une visite de Kanal, de Tour et Taxis pour se terminer à la Bourse, étaient au menu.

Par ailleurs, chaque administration a également organisé sa propre communication. Bruxelles Environnement et perspective.brussels ont tous deux engagé une personne, ce qui leur a permis de développer une véritable stratégie, avec notamment la création d'une rubrique Europe sur leur site, de courtes vidéos d'interviews ou de vulgarisation ou encore des posts sur les réseaux sociaux.

Enfin, visit.brussels a également mis en place plusieurs initiatives visant à mieux promouvoir Bruxelles en tant que capitale de l'UE :

- Mise en place d'un fonds congrès permettant l'organisation d'évènements professionnels sur les thématiques clés de la Présidence pour la RBC : politique urbaine, politique de cohésion, environnement et tourisme ;
- Développement de l'image du quartier européen durant la Présidence et renforcement de l'idée d'une zone européenne vivante (marque du quartier européen dans cette zone par des signalétiques spécifiques et campagne de communication).



# **XII. CONCLUSIONS**

L'expérience de la Présidence belge permet à la RBC de retirer une série de bonnes pratiques, de préparer le lobby auprès du Parlement européen et de la Commission et, dans le cadre de la nouvelle législature en RBC, de proposer des axes de travail et d'amélioration dans les domaines suivants :

### **Nouvelle législature européenne :**

- Utiliser la Déclaration de Bruxelles pour défendre une politique de cohésion pour tous et des règlements *urban friendly*.
- Garantir une politique de cohésion qui réponde aux défis écologiques, numériques, industriels et démographiques, et ce, pour tous les niveaux de développement socio-économique.
- Maintenir dans la politique de cohésion, après 2027, la gestion partagée, la gouvernance à multi-niveaux et le principe de partenariat.
- Ouvrir la discussion sur la révision des critères d'allocation des fonds en maximisant les indicateurs de types socio-économiques et environnementaux fins au détriment du PIB qui pénalise fortement la Région bruxelloise en particulier et les villes, de manière générale.
- Utiliser les différents événements de la Présidence pour garantir un logement abordable pour tous (en tenant compte de la déclaration de la nouvelle présidente de la Commission sur le fait de désigner un commissaire au logement).
- Lobbyer pour maintenir une priorité urbaine/une mission dans le futur « Horizon Europe » (programme-cadre sur la recherche).
- Défendre les priorités de la RBC dans le domaine de la compétitivité en insistant systématiquement sur le *Green Deal*, les risques climatiques et les aspects sociaux.

### **Image de Bruxelles au niveau européen :**

- Continuer le travail de liaison, de facilitateur du Commissariat à l'Europe et aux organisations internationales avec les institutions européennes (entre autres pendant la Présidence, exposition Solidarność).
- Valoriser les lieux bruxellois exemplaires en matière d'environnement, d'économie circulaire, d'économie sociale, etc.

### **Relations publiques/contacts :**

- Considérer la RBC comme un partenaire fiable vis-à-vis des autres entités et des affaires étrangères.
- Maintenir les relations privilégiées établies pendant la Présidence avec les institutions européennes.
- Entretenir les contacts, les réseaux avec la Commission, les autres EM et les régions européennes.

### **Collaboration en intra-bruxellois :**

- Renforcer les collaborations avec d'autres administrations et OIP bruxellois pour mieux défendre les intérêts bruxellois (entre autres avec perspective.brussels), travailler en plus étroite collaboration sur l'impact des textes réglementaires sur l'aménagement du territoire) ;
- Accroître le travail de sensibilisation du gouvernement, des administrations et OIP ;
- Améliorer la communication interne sur les affaires européennes ;
- Développer la connaissance des experts qui, en participant aux négociations, ont acquis une meilleure compréhension du fonctionnement de l'UE ;
- Tirer profit de l'expertise acquise dans certains domaines (propositions législatives sur l'eau, rapport EUCRA, par exemple).